



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

06/02/2020

## **Rapport au Bureau National du 5 février 2020.**

Chers camarades,

Nous sommes à la veille d'une nouvelle journée interprofessionnelle de grèves et manifestations contre la réforme capitaliste de la retraite.

Le mouvement qui s'est installé depuis le 5 décembre 2019 sur la base d'un profond mécontentement, s'exprime plus fort dans les actes et les actions qui se succèdent.

Nous participons pleinement à cette mobilisation, nous l'avons sollicitée, appelé à son élargissement, à la convergence des professions dans la lutte car la question de la retraite telle que nous la connaissons, sa remise en cause aujourd'hui est une question de société, d'un choix de société.

La France est capitaliste, les multinationales capitalistes prennent les décisions que le pouvoir applique et c'est bien la raison première aux multiples attaques et remises en cause de notre système social, car il conteste sur le fond le système capitaliste, ses lois, le développement du profit.

La Sécurité Sociale, telle qu'elle existe encore aujourd'hui malgré toutes les attaques subies, son fonctionnement, s'oppose aux lois du profit capitaliste, l'antagonisme entre intérêts des travailleurs et ceux du capital apparaît au grand jour.

C'est la raison pour laquelle le combat est si rude. Nous l'avons dit et répété, le capitalisme veut maîtriser l'ensemble de la société pour l'unique raison d'accumuler du profit. La Sécurité Sociale, son fonctionnement, même s'il a été modifié, son financement malgré les attaques incessantes, représente un obstacle majeur aux objectifs capitalistes.

Nous connaissons tous comment a été créée la Sécurité Sociale (avec l'unicité des 4 branches-maladie-retraite-famille et recouvrement des cotisations), les objectifs politiques poursuivis par le gouvernement en place à l'époque avec notamment A. Croizat ministre communiste, initiateur et pilote du projet, et les progrès considérables qu'une telle institution a apporté et apporte encore au peuple français.

Rappelons s'il en était encore besoin que c'est dans un pays dévasté, ruiné, que la Sécurité Sociale a vu le jour au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Ceux qui parlent de difficultés de financement actuel, de conjoncture, de dette, devraient se reporter au contexte d'après-guerre. Les rapports de force politiques ont permis de répondre aux besoins fondamentaux de se soigner, d'avoir un accès gratuit à la santé, de permettre aux travailleurs d'avoir une retraite après une carrière professionnelle avec des moyens garantis pour vivre, d'avoir des protections multiples, des allocations sociales diverses au sein des familles pour permettre leur développement.

**Premier aspect**, même si cela a changé depuis, la Sécurité Sociale est devenue dans les conditions que je viens de rappeler, le repère social envié et copié quelquefois par quelques pays car cela répond aux besoins de la vie, à la nécessité de protéger la population face aux accidents de la vie.

**Deuxième aspect**, c'est la gestion de l'institution confiée aux travailleurs, mise en place par les travailleurs et leurs représentants. Cela a permis un développement rapide des caisses de Sécurité Sociale qui ont fleuri sur tout le territoire.

Cette gestion par les travailleurs a rapidement été remise en cause par le patronat aidé en cela par les syndicats réformistes au nom de la « démocratie » car les entreprises étaient considérées comme incontournables dans la gestion. Aujourd'hui, les syndicats sont minoritaires et n'exercent plus de pouvoir d'intervention dans les choix de la Sécurité Sociale.

**Troisième aspect**, le financement de l'institution.

Au sortir de la guerre, il est évident que ce problème était essentiel, il fallait trouver un financement qui solidarise la population sans remettre en cause le développement économique et social nécessaire dans un pays exsangue.

Les rapports de force existant avant, pendant (avec le travail du Conseil National de la Résistance) et après la deuxième guerre, pour créer un financement solidaire prélevé sur une partie des richesses créées et donc d'une part des salaires non versés aux travailleurs mais utilisés pour financer l'ensemble de la protection sociale réunie au sein de la Sécurité Sociale.

Nous voyons donc mieux pourquoi nous sommes au cœur de l'affrontement de classe, le capital veut non seulement récupérer aujourd'hui la part des richesses nationales créées par le travail des salariés utilisées pour le financement des garanties solidaires entre générations, pour la remplacer par un système où chaque individu se soignera, partira en retraite, se logera, gèrera toute sa vie selon ses propres moyens mais aussi trouver de nouvelles sources de profits avec les assurances privées, les retraites par capitalisation.

C'est une constante du système capitaliste.

Nous parlons aujourd'hui de la retraite parce que c'est le premier volet de la Sécurité Sociale auquel Macron s'est attaqué et le mouvement social s'est développé autour de cette question, mais c'est l'ensemble de la protection sociale qui est visé. L'attaque contre la retraite Sécurité Sociale est le révélateur de la mise en pièces du système social français.

L'affrontement actuel dépasse le simple cadre de la retraite et de la Sécurité Sociale car il atteint les fondements de la société.

Le choix est clairement entre les objectifs du capital et les intérêts des travailleurs, il n'y a pas de troisième voie, d'issue politique autre que ce que le mouvement social nous montre aujourd'hui, c'est-à-dire la lutte unie des travailleurs.

### **Quelle dimension politique faut-il donner aux luttes ?**

Nous sommes dans le mouvement social, nous participons aux luttes, aux rassemblements, nous distribuons des dizaines de milliers de tracts, nous tenons des réunions et à partir de toute cette activité nous pouvons tirer la conclusion suivante : est-ce que les travailleurs en lutte, tous ceux qui se battent avec détermination et que nous soutenons, est-ce que tous ceux-là sont conscients de l'enjeu politique ?

Ils se battent avec acharnement pour préserver cet acquis qu'est le système actuel, ils veulent l'améliorer parce qu'il leur convient et que la réforme Macron va entraîner une baisse généralisée des pensions, un allongement de la durée du travail et donc des difficultés supplémentaires.

Mais sur le fond politique des objectifs de cette réforme capitaliste, il existe une multitude d'opinions comme par exemple : « Il faut retirer le projet parce qu'il est injuste, inefficace, inégalitaire ». Ces arguments sont justes mais cela ne cible pas les responsabilités, les objectifs politiques poursuivis par le projet en cours. Le capitalisme n'est pas perçu pour la grande majorité comme à l'origine de la situation, comme étant le seul responsable des attaques multiples contre les travailleurs.

L'attitude des partis politiques, tous autant qu'ils sont, participent à préserver le capital par son aménagement et non pas à sa suppression.

Les partis de droite veulent tous accélérer le train des réformes capitalistes, l'extrême droite se réjouit des difficultés du pouvoir actuel et s'annonce comme étant une alternative à Macron en tentant d'apparaître comme le « parti du peuple ».

La propagande capitaliste envisage déjà un duel Macron–Le Pen à la présidentielle de 2022 dans l'objectif d'empêcher tout débat éventuel sur le changement de société.

Les partis de gauche veulent l'aménagement de la société actuelle, l'améliorer, ils ne veulent pas combattre le capitalisme, encore moins l'abattre, ils ne portent certes pas le changement révolutionnaire de la société

### **Et notre parti dans cette bataille ?**

Notre parti est présent dans les luttes mais il faut regarder de plus près quelle est notre activité dans le mouvement. Quand je parle d'activité, il s'agit de développer notre politique c'est-à-dire d'apporter les arguments nécessaires à la compréhension politique de la situation actuelle et surtout comment en sortir.

Faire de la politique, beaucoup de politique, les travailleurs en ont besoin pour comprendre d'où vient la situation, comment la combattre et donner plus de force au mouvement.

Nous faisons constamment le constat que notre présence est appréciée, ce n'est pas rien mais cela ne veut pas dire que nous gagnons sur les idées révolutionnaires, elles sont écoutées. Ce que nous développons interroge, interpelle, mais franchir l'étape de l'engagement politique est plus difficile. La méfiance vis-à-vis des partis politiques est globale et c'est normal car tous les partis politiques ont plus ou moins participé au pouvoir donc aux décisions qu'ils contestent aujourd'hui pour des raisons électoralistes et opportunistes.

Les travailleurs se méfient des discours entendus maintes fois sans que rien ne change, car à chaque fois c'est plus d'austérité, plus d'efforts à fournir, plus de difficultés à vivre.

Le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français, les dirigeants de la France Insoumise, les Verts, ont eu des responsabilités dans les gouvernements antérieurs où ils ne se sont jamais affranchis de la domination des multinationales capitalistes et de leurs exigences, ils en ont été les serviteurs.

L'« union » qu'ils préconisent aujourd'hui ressemble fort à l'union d'hier ou ils étaient au pouvoir dans les années 80 et ceci pendant 20 ans, ou ils ont instauré la flexibilité du travail, le blocage des salaires, l'austérité, les privatisations, les premières mesures prises contre la Sécurité Sociale.

Cette allégeance au capital vise à démontrer avec l'ensemble des autres forces politiques qu'il n'est pas possible de changer de société, que le capitalisme est incontournable et qu'il faut composer avec lui.

Toutes les tentatives actuelles pour reconstruire une « gauche la plus large possible » n'est qu'une impasse supplémentaire pour constituer une relève politique pour continuer de servir et de poursuivre la politique actuelle.

Intégrer le peuple à la société capitaliste, c'est le but. Certes, les formes sont différentes selon les partis mais le fond politique est identique.

Une vaste campagne idéologique est engagée pour faire croire qu'il existerait un capitalisme « supportable » ou à « réinventer », un capitalisme « social » pour remplacer un capitalisme « trop prédateur ». Cette campagne marque la crainte de voir émerger l'idée qu'une autre société est possible. Tous les partis sont d'accord avec cette idée que le capital pourrait être plus « moral » ou « partageur ».

Partage des richesses, coût du capital, sixième république sont les idées développées par les partisans de l'union de la gauche mais rien n'est dit sur l'affrontement de classe et la nécessité de détruire le capital.

Ce ne sont pas les 22.000 amendements de la gauche, les débats à l'Assemblée Nationale qui feront avancer l'exigence des travailleurs. Le pouvoir n'hésitera pas à employer le 49-3 pour imposer sa loi

### ***Il faut que nous fassions mesurer aux travailleurs l'ampleur, toute la dimension politique de la réforme capitaliste en œuvre.***

Les profits à réaliser sont considérables car il ne s'agit pas que de la retraite mais bien de l'ensemble du système de protection social français. Souvenons-nous des paroles de Macron sur le « pognon de dingue » des allocations sociales, du financement du logement, des allocations chômeurs.

Ce qui est visé c'est la suppression à terme des trois caisses de la Sécurité Sociale (Maladie-Accidents du travail-Retraite), remplacé par une seule caisse dite « universelle » dont le financement serait décidé et voté par l'Assemblée Nationale et dépendant de la conjoncture économique.

On est loin du système actuel financé par une part des richesses créées pour garantir solidairement une protection au peuple.

Il faut faire mesurer l'ampleur de cette réforme capitaliste et être lucide sur le rapport de force à construire pour la combattre.

Le mouvement social actuel a besoin de se développer encore et toujours, être toujours plus fort et c'est possible !

Le lien est étroit entre protection sociale, salaires, emplois, car salaires et emplois sont la source unique de financement de la Sécurité Sociale et de ses caisses.

Nous constatons que depuis des années, le SMIC, les salaires, que ce soit dans le public ou le privé, les pensions sont bloquées, que des emplois sont supprimés par dizaines de milliers pour diminuer le « coût du travail » et accumuler du profit.

Les syndicalistes en luttent démontrent bien le lien entre salaires, emploi et protection sociale, mais il faut engager la lutte sur ces questions dans les entreprises. Quelle bataille pour augmenter le SMIC, les salaires, pour développer l'emploi ?

On voit toute l'importance et l'impact de la casse de la Sécurité Sociale, on voit toute l'importance de notre présence dans ce mouvement, la nécessité de développer nos arguments, aller à l'essentiel, éviter les discussions à n'en plus finir sur les détails, bien rester sur le fond politique.

Tous les jours, le pouvoir avec sa propagande politique organise des débats pour détourner l'attention. Les derniers enfumages comme les congés pour enfants décédés, l'immigration, la laïcité, en sont l'illustration, tout cela pour occuper l'espace médiatique, éviter le débat de fond. Ajoutons à cela la campagne des municipales, celle de la présidentielle et c'est silence sur les luttes, celle des éboueurs, les travailleurs des usines de traitement de déchets, les travailleurs d'EDF et toutes les autres sont passées sous silence pour faire croire à l'arrêt du mouvement.

Nous devons poser la question de la perspective politique avec force dans ce mouvement, nous avons commencé à le faire plus clairement dans un article publié sur notre site la semaine dernière (le 25 janvier). Notre présence est donc essentielle pour déjouer les pièges politiques mais aussi et surtout pour faire connaître nos propositions en les accrochant à la situation actuelle, en les rendant concrètes et accessibles.

**Aucun sujet ne doit échapper à nos propositions.**

Alors bien sûr il faut du temps pour le débat, on se rend bien compte que même si les rassemblements, manifestations nous permettent de discuter plus longtemps, il faut plus que cela pour convaincre. Les réunions ouvertes, les assemblées de remise de cartes sont des occasions pour débattre avec ceux qui se posent des questions sur l'état de la société actuelle. Invitons largement à participer à nos débats réunions. Les tracts que nous distribuons sont de bons supports pour la discussion, ils sont appréciés.

Nous déployons une activité politique conséquente et on se rend compte de la nécessité de renforcer notre parti pour multiplier les débats politiques. Nous avons besoin de faire le point sur les assemblées de remise de cartes, des débats que nous avons eu, des initiatives en cours.

La situation sociale, la mobilisation en cours occupe beaucoup de nos débats mais attention car l'actualité c'est aussi encore et toujours les plans de licenciements qui se poursuivent. Dans l'automobile par exemple, un vaste plan de restructuration est à l'étude. Dans la grande distribution des milliers d'emplois sont supprimés. Des accords d'entreprise dans l'industrie automobile sont en discussion avec pour objectif d'améliorer la « compétitivité », la « rentabilité » du travail pour plus de profits.

**La situation nationale ne doit pas non plus nous faire oublier la situation internationale** et la politique que mène l'équipe à Macron qui devient de plus en plus le subordonné de l'impérialisme américain. Les déclarations scandaleuses de Macron au nom de la France sur la déclaration de guerre des USA et Israël (baptisé plan de paix) contre la Palestine, la réception du fasciste Bolsonaro contre tout respect de la volonté du peuple vénézuélien, l'envoi au Sahel de 600 soldats supplémentaires au nom du combat contre le terrorisme, démontre que l'impérialisme français veut garder la main sur les colonies française en Afrique, et jouer un rôle aux côtés des USA selon les intérêts des uns et des autres pour imposer la loi du capital partout.

Les milliards dépensés ne sont visiblement pas un problème, Macron choisit la guerre et en même temps accuse les travailleurs français de « coûter trop cher ». Restons attentifs aux questions internationales même si on se rend bien compte que ça ne fait pas l'objet majeur des discussions des travailleurs en lutte, il nous revient de mettre les questions internationales dans l'actualité. Nous écrivons beaucoup sur ces questions, servons-nous de nos écrits pour permettre aux travailleurs d'être informé et de réagir à cette politique dirigée contre les peuples, c'est leur meilleur moyen de marquer notre solidarité au nombreux peuples qui luttent pour vivre décemment dans la liberté et l'indépendance.

Chers camarades,

Nous ne pouvons pas tout traiter dans un rapport et c'est heureux, alors essayons d'aller à l'essentiel. Donner les moyens politiques au mouvement social pour qu'il s'imprègne de nos propositions, c'est aussi un moyen pour renforcer notre parti.